

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Direction de la Réglementation, des
Libertés Publiques et de l'Environnement
Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LELEDY COMPOST
Ferme de la Soyée
71380 ALLEROT

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 10-02947

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L511-1, L514-1 et R512-33;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005 autorisant la société LELEDY COMPOST à exploiter sur la commune d'Allériot une unité de co-compostage;

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 1er juin 2010;

Considérant, en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, que des modifications ont été apportées à l'installation sans avoir fait l'objet d'une déclaration préalable à leur réalisation;

Considérant que la visite d'inspection du 28 avril 2010 a mis en évidence que la société LELEDY COMPOST ne respecte pas plusieurs des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er :

La société LELEDY COMPOST, dont le siège social est situé Ferme de la Soyée à Allériot, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de déclarer sous 1 mois les modifications apportées à ses installations.

ARTICLE 2 :

Ladite société est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13.4, 15.2, 36.7, 39.5.2 et 39.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005:

sous 1 mois

- en remettant en service le système d'aération des eaux de la lagune;
- en mettant en place une gestion par lots séparées pour la fabrication des composts conforme à la norme NFU 44-051;
- en effectuant, lors de chaque analyse pratiquée sur les effluents épandus, l'analyse des paramètres suivant : taux de matières sèches et recherche d'agents pathogènes;

Sous 3 mois

- en faisant réaliser au titre de la validation de l'autosurveillance, par un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement, des prélèvements et analyses des rejets des eaux résiduaires;
- en transmettant au préfet le bilan annuel des épandages réalisés en 2009;

ARTICLE 3:

En cas d'inobservation des dispositions des articles 1 et 2, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5- EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, M. le maire d'Allériot, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Mâcon, le 01 JUIN 2010

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES